



Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland



Parlement Rural Européen

Manifeste Rural Européen

adopté à l'issue de la seconde rencontre du Parlement Rural Européen,
réuni du 4 au 6 novembre 2015 à Schärding, Autriche,
avec la participation de 240 délégués représentant 40 pays européens.

1. Nous, représentants de nombreuses populations et organisations enracinées dans l'Europe rurale, avons adopté ce Manifeste Rural Européen comme l'exposé des aspirations, des engagements et des attentes des populations rurales. Il a été rédigé sur la base des réunions qui se sont tenues dans de nombreux pays pendant la campagne 2015 du Parlement Rural Européen.
2. La diversité des zones rurales. Nous apprécions à sa juste valeur l'infinie diversité des régions et des populations d'Europe. Elle résulte des grandes différences de géomorphologie, de climat, de biodiversité, dans les zones terrestres comme dans les secteurs maritimes, et de la longue histoire de l'activité humaine sur l'ensemble du continent. Cette diversité, qui s'exprime dans la culture humaine comme dans les ressources naturelles, nous semble être un atout extraordinaire pour le bien-être à venir de tous les peuples d'Europe.
3. Des valeurs communes. Nous proclamons les valeurs communes qui lient les populations de l'Europe – la démocratie, l'égalité, l'état de droit, la reconnaissance des droits humains, l'esprit de coopération. Nous sommes impressionnés par le fait que les thèmes qui ont émergé de la campagne du Parlement Rural Européen sont tous convergents, partout en Europe, de l'Atlantique à la mer Noire, de la Scandinavie à la Méditerranée.
4. La qualité de vie. Tous les habitants de l'Europe rurale apprécient énormément la qualité de vie que leur offrent la campagne, les fermes, les villages et les petites villes, les bandes côtières et les îles, les montagnes et les forêts, du fait des cultures locales, de la vie sauvage, des paysages, de l'environnement sain et du patrimoine culturel.



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

5. L'inquiétude quant à la situation du monde rural. Toutefois, de nombreuses régions sont affectées par l'étranglement des économies rurales, le manque d'opportunités en terme d'emplois gratifiants et payés à leur juste valeur, la baisse de la population du fait du départ des jeunes et le déséquilibre démographique qui en découle, le déclin des services, la pauvreté et l'exclusion sociale que subissent les personnes défavorisées et les minorités ethniques, la dégradation de l'environnement. Tout ceci nous préoccupe beaucoup.

6. La nécessité d'agir. Nous sommes absolument convaincus que ces défis doivent être relevés, non seulement pour le bien des communautés rurales mais pour celui de la population européenne toute entière. Nous sommes tous dépendants des produits alimentaires, du bois, des fibres, de l'énergie, de l'eau et des minéraux produits en zones rurales. Les agriculteurs, les entreprises et les autres acteurs ruraux créent tous ensemble la richesse de l'Europe. Les secteurs ruraux contribuent largement à l'atténuation du changement climatique, aux activités récréatives, à la santé publique et au bien-être social, économique et spirituel.

7. Les droits. **Nous affirmons** le droit des secteurs ruraux et des communautés rurales à être pleinement reconnus par toutes les populations et institutions de l'Europe, à jouir d'une qualité de vie et d'un niveau de vie équivalents à ceux des populations urbaines et à participer pleinement aux processus politiques. Nous **prions** les gouvernements à tous les niveaux de reconnaître ce droit.

Dans tous les aspects des politiques et des actions relatifs aux communautés rurales, les femmes et les hommes doivent jouir des mêmes droits.

8. La vision. Notre vision de l'Europe rurale de demain est celle de communautés rurales dynamiques, solidaires et durables, soutenues par des économies rurales diversifiées et par la gestion effective d'un environnement de grande qualité et du patrimoine culturel. Nous **sommes convaincus** que des communautés rurales modelées sur cette vision peuvent à long terme contribuer fortement à une Europe prospère, pacifique, juste et équitable, ainsi qu'à une société globale durable.

9. Le partenariat. La quête de cette vision suppose dans chaque pays un partenariat nouveau et équitable entre les populations et les gouvernements. Nous, populations et organisations du monde rural, reconnaissons notre responsabilité pour l'impulsion et la concrétisation de notre bien-être collectif. **Mais il nous semble juste de demander** parallèlement aux responsables de tous niveaux, y compris aux institutions européennes, de faire en sorte que ce partenariat décisif devienne réalité.

10. L'étude de la situation des zones rurales. **Nous exhortons** l'Union Européenne à lancer une étude globale sur la situation des zones rurales à l'intérieur de son territoire,



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

et sur la contribution de ces secteurs au bien-être global de l'Union, aujourd'hui et demain. Il serait souhaitable que le rapport final de cette étude paraisse en 2017, pour le 30^{ème} anniversaire du rapport « L'Avenir de la Société Rurale ». Et que ses conclusions conduisent à une prise en compte accrue des zones rurales dans tous les programmes et financements européens concernés. Nous espérons poursuivre le processus du Parlement Rural Européen pour permettre aux communautés rurales l'influencer la préparation des politiques destinées à l'après-2020.

Nous demandons au Conseil de l'Europe d'envisager le lancement d'une étude sur la situation et les besoins des zones rurales dans tous ses pays membres.

11. Renverser la spirale descendante. Dans de nombreuses régions, la vitalité des communautés rurales connaît une spirale descendante. La baisse de la population (des jeunes en particulier) réduit la viabilité des services ruraux et affaiblit les économies rurales, ce qui induit en retour des pertes accrues de population. **Nous appelons** à des efforts concertés de tous les partenaires ruraux, toutes les institutions et tous les décideurs concernés pour « renverser la spirale » : en faisant la promotion des modes de vie ruraux, en en reconnaissant la valeur, en en étant fiers, plutôt qu'en y imposant les normes urbaines ; en renforçant les services ruraux ; en diversifiant les économies rurales ; et en permettant aux jeunes de rester ou de revenir dans les zones rurales.

12. La jeunesse. Nombreux sont les jeunes prêts à rester ou emménager en zones rurales et à prendre des responsabilités d'agriculteurs, d'entrepreneurs ruraux ou de citoyens, pour le futur bien-être des économies et des communautés rurales. Mais il leur faut : des emplois attractifs, des systèmes d'enseignement et de formation professionnelle bien ciblés, des modes d'apprentissage basés sur les besoins locaux ; pouvoir accéder à la terre, au logement et aux crédits ; des activités sociales et culturelles adaptées à leur âge ; et un soutien spécifique aux jeunes agriculteurs et aux jeunes entrepreneurs. **Nous interpellons** les gouvernements et la société civile pour qu'ils s'attachent à satisfaire ces besoins et pour qu'ils permettent aux jeunes de participer activement aux processus politiques.

Nous soutenons l'appel qui a été lancé pour que la jeunesse rurale dispose de son propre Parlement des Jeunes Ruraux, au niveau national comme au niveau européen.

13. Les réfugiés. L'arrivée de personnes en détresse provenant de zones de conflits ou de catastrophes, à la recherche de refuges et de nouvelles vies en Europe, génère des réflexions et des actions à l'intérieur de nos réseaux. Tout en poussant les gouvernements et les autres institutions à travailler intensément pour résoudre les causes sous-jacentes à ces crises, **nous appelons** à une réponse chaleureuse, basée sur la solidarité entre les peuples. Il nous semble que dans de nombreux secteurs ruraux, en particulier ceux qui souffrent d'un déclin de leur population, il y a là l'occasion d'intégrer les réfugiés et d'autres nouveaux arrivants. Le processus d'intégration crée



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

la nécessité de créer des emplois, et d'investir dans des logements, des services, des infrastructures. Il faudra faire connaître les efforts d'intégration réussis.

14. La pauvreté et l'exclusion. Nous reconnaissons les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe. Mais des millions de personnes souffrent toujours de diverses sortes de pauvreté et d'exclusion sociale. Notre vision de l'Europe ne peut se passer de cohésion sociale et territoriale. **Nous appelons à un effort soutenu pour favoriser l'intégration et la participation totale à la société.** Nous sommes particulièrement préoccupés par les besoins des communautés roms dans de nombreux pays européens ; ces communautés figurent parmi les populations rurales les plus pauvres et les plus exclues d'Europe. Elles devraient pouvoir jouir des mêmes droits à des emplois convenables et à l'éducation pour leurs enfants. Toutes les populations ont des talents, des compétences à offrir.
15. Les procédures LEADER et CLLD. Nous défendons fermement une approche du développement rural qui soit territoriale, intégrée et basée sur le partenariat, qui soit conduite en partant de la base et qui s'appuie sur les territoires. Nous souhaitons voir s'appliquer très largement le principe LEADER, ainsi que son extension, le Développement Local Pris en charge par la Communauté (CLLD), à la fois à l'intérieur de l'Union Européenne et au-delà. Nous sommes extrêmement préoccupés par l'absence actuelle, dans de nombreux pays, de processus de développement régional et rural réellement intégrés. **Nous exhortons** les institutions et les gouvernements de l'Union Européenne à faire confiance aux Groupes d'action Locale, à accroître leur soutien financier, à adapter leurs règles et leurs procédures aux besoins des communautés rurales, et à garantir une approche véritablement intégrée pour le développement local et pour l'usage de tous les financements. Nous exhortons tous les secteurs des Balkans occidentaux et des pays de la mer Noire à poser les fondations d'un partenariat entre secteurs pour pouvoir déployer les procédures LEADER et CLLD.
16. Les services et infrastructures ruraux. Les services ruraux de base, comme les commerces, les services postaux, les écoles, les dispensaires et les transports publics, ainsi que l'infrastructure sociale, sont des bases indispensables à la qualité de vie en zones rurales. Des infrastructures matérielles adaptées – l'approvisionnement en eau, les dispositifs d'assainissement, la desserte en électricité, en énergie et en moyens de transport – sont tout aussi essentielles. Pourtant de nombreuses zones rurales ne disposent plus que de services ruraux faibles et en perdition, ainsi que d'infrastructures inadaptées, ce qui participe à un cercle vicieux de déclin. **Nous appelons** les gouvernements et les prestataires de services à reconnaître le droit des populations rurales à des infrastructures adaptées et à un accès raisonnable à tous les services de base. Nous les prions de permettre aux communautés rurales de prendre les décisions



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

et d'engager les actions permettant de garantir les services et les infrastructures adaptés à leurs besoins.

17. La communication à haut débit et la téléphonie mobile. L'accès à des télécommunications performantes est devenu crucial pour la vie sociale, culturelle et économique de tous les Européens et pour la fourniture de services vitaux. Du fait des distances et de la faible densité de population, les zones rurales ont particulièrement besoin de communications efficaces. Et pourtant, de nombreux secteurs ruraux, en particulier en Europe centrale et Europe de l'Est et dans les régions périphériques de l'Union Européenne, sont actuellement gravement désavantagés du fait de la faiblesse de leurs systèmes de télécommunication. **Nous appelons** les gouvernements, les financeurs multinationaux et les opérateurs de télécommunication à assurer de toute urgence l'accès de toutes les populations rurales aux services de haut débit et de téléphonie mobile. Si nécessaire, nous les prions de permettre aux communautés rurales d'engager elles-mêmes les actions destinées à assurer ce service.
18. Les économies locales et sous-régionales. Les régions rurales d'Europe comportent des milliers d'économies locales et sous-régionales, riches de microentreprises, d'entreprises de petite taille et de taille moyenne, qui forment la substance vitale des communautés et contribuent largement aux économies plus vastes des nations européennes. **Nous affirmons** l'importance extrême d'améliorer la vitalité et la viabilité de ces économies locales et sous-régionales à travers toute l'Europe. Les moyens d'y parvenir varient bien sûr selon le lieu, et regroupent toute une gamme d'initiatives dans de nombreux secteurs – l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la production d'énergie, les entreprises de transformation, y compris celle qui apportent une forte valeur ajoutée, les chaînes d'approvisionnement, les entreprises du tourisme et de services, ainsi que les sociétés spécialisées dans la technologie de l'information. Il existe également de nombreuses possibilités pour les entreprises du domaine social. Il est essentiel que tous disposent de conseils polyvalents, de soutien aux entreprises, de services de crédits, ainsi que d'enseignement professionnel et de formation précisément ciblés sur les opportunités d'emplois, présentes et à venir.
19. Les exploitations agricoles familiales et de petite taille. Nous reconnaissons la contribution majeure de l'agriculture commerciale à l'économie européenne. Nous sommes toutefois extrêmement préoccupés par la perte de main d'œuvre agricole, et très inquiets pour le bien-être de millions d'exploitations agricoles familiales et de petite taille, à l'intérieur de l'Union Européenne, en Europe du Sud-Est et dans la région de la mer Noire, surtout dans les zones reculées comme les montagnes et les îles. Ces fermes font vivre des millions de familles, approvisionnent les marchés locaux en nourriture, constituent la population de base de milliers de communautés, et maintiennent les modes de vie traditionnels dont dépendent la santé du pays, les paysages, les écosystèmes et le patrimoine culturel. Elles peuvent rester viables en



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

constituant des coopératives ou des entreprises agricoles sociales, en apportant collectivement de la valeur ajoutée à leurs produits, en diversifiant les revenus agricoles et les économies locales, et en augmentant peu à peu la taille des parcelles agricoles. **Nous exhortons** les gouvernements, les donateurs, les organisations de la société civile et les communautés rurales à reconnaître l'agriculture familiale comme un modèle européen viable et à soutenir ce modèle.

20. Les petites villes. Les petites villes, qui se comptent par milliers en Europe, sont d'importance cruciale en tant que centres sociaux, économiques et culturels pour les communautés rurales. Elles offrent des commerces, des services publics et sociaux, des écoles secondaires et des centres de soins, ainsi que des opportunités considérables pour le tourisme. Considérées dans leur ensemble, elles contribuent de façon décisive aux économies régionales et nationales. Et pourtant, les politiques et programmes nationaux et européens ne les considèrent pas comme une cible majeure, ils les perçoivent souvent comme n'étant ni rurales ni urbaines. **Nous plaignons** pour que la politique dominante de l'Union Européenne se recentre sur les petites villes et reconnaisse combien elles contribuent aux structures sociales et économiques des régions rurales et à leur vitalité. Nous plaignons pour que les politiques nationales se recentrent davantage sur les besoins des petites villes.

Nous appelons à plus de coopération entre communautés, organisations et institutions des zones rurales et urbaines afin de récolter le plein bénéfice que de tels échanges peuvent induire en termes de liens sociaux, culturels et économiques. Nous appelons à des échanges intenses d'idées et de bonnes pratiques entre tous les acteurs des secteurs ruraux et urbains.

21. Le changement climatique et les ressources naturelles. Dans cette période préparatoire de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique, **nous affirmons** le rôle majeur que peuvent jouer les zones rurales de l'Europe pour combattre le changement climatique et préserver les ressources environnementales. Et nous reconnaissons aussi la nécessité d'aider les zones rurales à s'adapter au changement climatique. Plus de 40% de la surface de l'Europe sont couverts de forêts, qui peuvent capturer et séquestrer le carbone et contribuent très largement à la production de matières premières et d'énergie renouvelables. Les zones rurales sont bien placées pour satisfaire la demande croissante en énergies renouvelables, qu'elles soient produites par le vent, les cours d'eau, la marée, le soleil, la géothermie ou le bois combustible, en respectant la nature préservée ainsi que l'environnement terrestre et aquatique, tout en générant des bénéfices directs pour les communautés rurales en termes financiers et d'emplois. **Nous appelons à** un recours accru à l'agroforesterie, l'agro-écologie et la bio-économie. **Nous exhortons également à** la prise en compte des conditions induites par le changement climatique lors la définition des zones défavorisées préalable à l'octroi des soutiens financiers.



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

22. Les Balkans occidentaux et l'Europe du Sud-Est. Dans les pays des Balkans occidentaux et de l'Europe du Sud-Est, les communautés et économies rurales sont profondément affectées par l'instabilité politique de la région. Le processus d'accession à l'Union Européenne a été suspendu. Ceci ralentit les réformes politiques. Les gouvernements ne considèrent le développement rural que comme une priorité très secondaire. **Nous exhortons** l'Union Européenne à revitaliser le processus d'accession dans cette région, tout en incluant des soutiens bien plus efficaces aux opérations de développement rural.
23. L'encadrement du développement rural. Nous reconnaissons le rôle majeur de l'encadrement à tous niveaux et entre les niveaux. Nous affirmons que nous, les acteurs ruraux, détenons une responsabilité de premier ordre pour identifier nos besoins et procurer des solutions. Toutefois, l'encadrement en matière de développement rural doit également comporter une action conjointe des niveaux local, régional, national et européen et suppose de s'engager, communiquer, coopérer, et instaurer la confiance. **Nous appelons** la société civile, les gouvernements et le secteur privé à développer leur partenariat et travailler ensemble dans leurs actions de renforcement des capacités, d'allocations de ressources et de soutien, afin de générer un environnement favorable à un encadrement innovant, durable et responsable, propre à inspirer et susciter les chefs de file à venir.
24. Les réseaux de la société civile. Les réseaux européens et nationaux qui ont mené cette campagne du Parlement Rural Européen sont enracinés dans l'action locale et la démocratie participative. En sont membres des milliers de groupes d'action villageois, d'associations locales, de coopératives et d'autres structures qui gèrent des services essentiels et développent la coopération entre les acteurs ruraux. **Nous appelons** les gouvernements et les institutions européennes à respecter l'indépendance des ONG et de leurs réseaux et à soutenir leurs activités.
25. Le partenariat entre société civile et gouvernements. Nous sommes convaincus qu'un développement rural efficace ne peut advenir sans un partenariat franc, ouvert et innovant entre populations et gouvernements travaillant côte à côte dans un climat d'égalité. **Nous appelons** les acteurs ruraux à travailler positivement avec les gouvernements ; et nous appelons les gouvernements, les institutions internationales et les services concernés à établir de véritables systèmes de consultations et de prises de décisions concertées, afin de permettre aux acteurs ruraux de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, établissant ainsi une fondation stable pour un partenariat fructueux entre acteurs ruraux et gouvernements à tous les niveaux.
26. Un contexte favorable. **Nous appelons** les gouvernements à travailler avec les communautés rurales dans un esprit de confiance et d'ouverture, à reconnaître leur



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

droit à l'auto-détermination. Nous les appelons à générer un contexte favorable en matière de lois, de réglementation, de gestion et de financements. Ce contexte favorable doit comporter : un engagement total pour la démocratie et l'état de droit ; une cohérence entre les différents aspects et les niveaux géographiques des politiques, dans l'ensemble du champ gouvernemental concernant les zones rurales ; la mise en œuvre de la procédure d'impact territorial pour toutes les politiques et tous les programmes concernés ; des modèles simplifiés et une utilisation sensible et souple des systèmes réglementaires, fiscaux et financiers afin d'encourager les initiatives de personnes individuelles, de microentreprises, d'entreprises de petite taille et de taille moyenne, d'entreprises sociales, de coopératives et autres ; et, lors de l'élaboration des lois et traités internationaux, le respect des droits des communautés rurales.

27. L'enseignement. Dans ce monde en perpétuelle évolution, les populations doivent partout et en permanence accroître leur capacité à s'adapter et innover dans leurs activités sociales et économiques. C'est pourquoi l'enseignement et la formation continue – depuis la petite enfance – jouent un rôle crucial pour permettre aux communautés rurales de prospérer, avec les nécessaires coopérations et mises en réseau, et de participer pleinement aux processus de développement. L'enseignement et la formation continue ont une importance toute particulière pour permettre aux jeunes : de comprendre en quoi la campagne leur propose une vie riche et décente ; d'acquérir et renouveler en permanence les compétences nécessaires ; et de participer en tant que citoyens. **Nous exhortons** les responsables de l'enseignement à garantir l'accès réel des communautés rurales aux services d'enseignement, y compris à des services d'enseignement à distance et de formation continue réellement adaptés aux réalités de la vie rurale.

28. Les échanges internationaux. Nous sommes convaincus que la mise en œuvre d'un développement rural durable dans l'ensemble de l'Europe élargie serait largement facilitée et accélérée par l'échange de bonnes pratiques entre acteurs ruraux et gouvernements de tous les pays européens et au-delà. L'Est et l'Ouest peuvent tous deux contribuer à de tels échanges et en récolter les fruits. **Nous appelons à** une véritable approche pan-européenne d'échanges de programmes, grâce à une coopération entre gouvernements, ONG, donateurs multinationaux et autres acteurs, en Europe et au-delà de l'Europe. Le Réseau Européen pour le Développement Rural et les Réseaux Ruraux Nationaux constitués par l'Union Européenne dans tous les pays membres de l'UE pourraient fournir une contribution majeure à ce processus.

29. La promotion et l'action. **Nous demandons** aux réseaux d'ONG européennes qui ont initié ensemble cette seconde rencontre du Parlement Rural Européen d'engager un programme de promotion et d'action basé sur ce Manifeste, en étroite collaboration avec leurs membres nationaux et tous les autres volontaires.



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union





Under the auspices of
the Secretary General of
the Council of Europe,
Mr Thorbjørn Jagland

30. Notre engagement. **Nous nous engageons** à nourrir en permanence la vision et les actions exposées dans ce Manifeste. Nous sommes convaincus que les communautés rurales, les gouvernements et les institutions multinationales peuvent faire renaître les régions rurales de l'Europe. Forts de cette conviction, nous affirmons que **Toute l'Europe Vivra !**

Note explicative

La campagne 2015 du Parlement Rural Européen a été lancée par trois ONG pan-européennes – Alliance des Communautés Rurales Européennes ; PREPARE, Partenariat pour l'Europe Rurale ; et l'Association Européenne LEADER pour le Développement Rural. Elle a comporté : des campagnes nationales destinées à recueillir les idées des communautés rurales de 36 pays européens ; des conférences nationales ou des Parlements Ruraux dans nombre de ces pays ; et un Parlement Rural Européen réuni pendant trois jours, auquel ont participé des acteurs ruraux de 40 pays, ainsi que des représentants de gouvernements et d'institutions internationales. Les trois organismes organisateurs et leurs partenaires nationaux vont poursuivre la campagne sur la base de ce Manifeste.



Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union



Beispiel für
Landwirtschaftliche Betriebe für
die Zukunft der
Österreichischen
Hör- und Hörerinnen Europas in
der Landwirtschaft

